

Flash ISP

Février 2009

Campagne de l'ISP : Femmes, eau, travail, santé

En 2009, l'ISP célèbre la Journée internationale de la femme (8 mars), ainsi que la Journée mondiale de l'eau (22 mars) et la Journée mondiale de la santé (7 avril) autour du thème « Femmes, eau, travail, santé ». La campagne de l'ISP entend consolider les avancées réalisées lors des campagnes précédentes sur les femmes, l'eau et le travail, en mettant l'accent sur la santé et, plus particulièrement, sur le lien entre les services publics d'eau et de santé de qualité et leur incidence pour les femmes. Les femmes représentent à la fois la majeure partie des travailleurs/euses du secteur de la santé et des usagers des services publics de santé. La fourniture de services d'eau, de santé et de soins de qualité universellement accessibles et financés par l'Etat est indispensable pour renforcer la position des femmes et promouvoir l'égalité des genres. Lorsque les Etats ne fournissent pas de services publics de santé et de soins adaptés, ce sont généralement les femmes qui assument la lourde tâche de compenser ce manque. L'ISP a élaboré un site Internet dédié à ce sujet en anglais, français et espagnol, et vous propose une brochure, une affiche et une carte postale à télécharger. De plus, les affiliés et les bureaux régionaux et sous-régionaux de l'ISP disposent de dossiers de campagne. Pour en savoir plus, allez sur www.psiwater.org <<http://www.psiwater.org/>> . Contactez equality@world-psi.org.

Blog de l'ISP sur la crise financière

Peter Waldorff, le Secrétaire général de l'ISP, a ouvert le blog de l'ISP sur la crise financière, qui vous permettra de vous informer sur l'évolution de la crise et sur le travail de l'ISP dans ce domaine, notamment la position de l'ISP, ses réflexions et ses observations. Vous pourrez accéder aux déclarations de l'ISP, aux comptes rendus de réunions, aux documents généraux sur la crise, aux liens vers des sites Internet intéressants, ainsi qu'à des articles de journaux sélectionnés sur le sujet. Le blog présente également une page de liens pour vous rendre sur le site Internet de certains syndicats et connaître les actions menées par les affiliés de l'ISP en rapport avec la crise.

Vous pouvez vous aussi participer au blog de l'ISP sur la crise financière en ajoutant des commentaires. Nous vous invitons également à nous envoyer toute information intéressante sur la crise en écrivant à l'adresse électronique qui figure sur la page d'accueil du blog. De plus, vous pouvez être informé des changements apportés au blog en vous inscrivant. Consultez le site (en anglais) <http://financialcrisisblog.world-psi.org/>

L'ISP appelle à renouveler les efforts en matière de prévention du VIH/sida

Lors d'une réunion pendant le Forum économique mondial de Davos, le Secrétaire général de l'ISP Peter Waldorff a appelé à augmenter les investissements en faveur de la prévention du VIH/sida. « Le nombre de personnes infectées par le VIH ne cesse de croître et nous assistons malgré cela à un déclin des programmes de prévention. Nous devons renouveler nos efforts par des actions de prévention efficaces »

précise Peter Waldorff. En 2001, presque 28 millions de personnes avaient contracté le VIH à travers le monde. En 2007, ce chiffre avait dépassé les 33 millions. La même année, il a été estimé que le sida avait tué 2 millions de personnes. L'ISP demande également davantage d'investissements pour protéger les travailleurs/euses de la santé, qui sont très exposés au risque de contamination au travail. L'ISP a lancé une campagne fin 2007 pour promouvoir l'utilisation systématique de dispositifs d'injection sûrs, tels que les seringues rétractables. L'utilisation de ces seringues protège non seulement les patient-e-s, mais aussi les infirmières, les personnels de laboratoire, les médecins et les personnes chargées de la collecte des déchets hospitaliers.

Cliquez ici <http://www.world-psi.org/AdminTemplate.cfm?Section=Content_Management&CONTENTFILEID=23940&TEMPLATE=/ContentManagement/ContentDisplay.cfm> pour télécharger la brochure de l'ISP en anglais HIV/AIDS: A call for more investment in prevention (1,5 MB) (VIH/sida : investir davantage dans la prévention).

Ögmundur Jónasson, membre du Conseil exécutif de l'ISP, nommé ministre de la Santé en Islande

Ögmundur Jónasson a été nommé ministre de la Santé en Islande, lorsque le nouveau gouvernement islandais est entré en fonction au 1er février. Depuis 2002, Jónasson est le représentant islandais du Conseil exécutif de l'ISP. Il préside le Syndicat islandais des services publics ainsi que la Fédération des employé-e-s municipaux et de l'Etat (BSRB). C'est également un des responsables du Vinstrihreyfingin - grænt framboð, le mouvement écologiste de gauche. Le nouveau gouvernement a été formé à la suite de l'effondrement de l'administration de Geir Haarde. Il s'agit d'une coalition entre l'Alliance sociale démocrate et le mouvement écologiste de gauche qui restera en place jusqu'aux élections du 25 avril 2009.

Commission de la condition de la femme des Nations Unies

La 53ème session de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies se tient à New York du 2 au 13 mars. L'ISP, l'Internationale de l'éducation (IE) et la Confédération syndicale internationale (CSI) soumettent à la Commission une déclaration conjointe au sujet du partage égal des responsabilités entre hommes et femmes, notamment en ce qui concerne les soins liés au VIH/sida. Cette déclaration attire l'attention sur le fait que les femmes constituent la majorité du personnel soignant et que le travail des femmes est constamment sous-évalué, en grande partie parce que le rôle principal des femmes est généralement associé au travail au foyer. La déclaration précise également que l'objectif du partage égal des responsabilités, au niveau de la famille et des soins, en particulier dans le contexte du VIH/sida, ne pourra pas être atteint tant que les gouvernements ne s'engageront pas fermement à accroître et maintenir un financement public prévisible en faveur des services essentiels que sont l'eau, la santé et l'éducation. La déclaration donne 13 recommandations aux gouvernements pour améliorer la législation et mettre sur pied des programmes et des infrastructures qui favorisent l'équilibre entre hommes et femmes en matière de responsabilités familiales, d'éducation, d'emploi et de soins. Cliquez ici <http://www.world-psi.org/Template.cfm?Section=Content_Management&CONTENTID=22271&TEMPLATE=/ContentManagement/ContentDisplay.cfm> pour lire la déclaration.

Atelier visant à renforcer le personnel régional de l'ISP

De nombreux nouveaux coordinateurs/trices de projet ont été recrutés en Afrique anglophone et en Asie au cours de ces dernières années mais ces coordinateurs/trices ont rarement l'occasion de rencontrer du personnel plus expérimenté pour partager leurs réalisations et leurs préoccupations. Etant donné que la gestion des projets est devenue plus complexe du fait de l'introduction de nouvelles directives et responsabilités sur la rédaction de rapports, l'ISP a décidé qu'il fallait désormais rassembler les gens afin qu'ils partagent leurs expériences et renforcent leurs compétences relatives à la mise en œuvre du projet.

Mumbai a été choisie pour sa position centrale entre les deux régions et l'organisation a été menée par la Secrétaire sous-régionale pour l'Asie du Sud. C'est Jenny Luck, la responsable du projet pour ces deux régions au siège de l'ISP, qui a animé l'atelier avec Christine Roos.

Au cours de l'année 2008, un projet de directives pour la mise en œuvre du projet a été préparé au siège pour assister les coordinateurs/trices aux niveaux régional et local. L'atelier a permis de discuter de certaines questions soulevées dans les directives et de vérifier leur pertinence par rapport aux difficultés rencontrées localement par les coordinateurs/trices. La question de la propriété du projet a été discutée en profondeur et la relation entre la propriété au niveau local et au niveau de l'ISP a été étudiée. Le rôle et les responsabilités des Comités de gestion du projet à l'échelle nationale représentent un aspect important de la propriété évoquée par les coordinateurs/trices ; il est convenu que ces comités doivent jouer un rôle plus important dans les prises de décision ainsi que dans la formation pour aider les coordinateurs/trices à assumer la tâche spécifique de rédiger des rapports et mettre en œuvre le projet. Ces directives seront diffusées lorsqu'elles seront finalisées.

Accidents mortels au Canada : la privatisation en cause ?

Début février, trois personnes ont été tuées par des déneigeuses à Montréal, au Canada. Dans les trois cas, il s'agissait d'un accident, mais la privatisation des services de déneigement commence à être mise en cause, du fait des fortes demandes qui pèsent sur les travailleurs/euses sous-traitants pour atteindre leurs objectifs.

Pour la moitié des opérations de déneigement, la municipalité de Montréal fait appel à des entreprises sous-traitantes, alors que l'autre moitié des opérations est assurée par les employé-e-s municipaux, dont un bon nombre sont membres du SFCP 301, une branche de l'affilié canadien de l'ISP SFCP/CUPE. En revanche, le déplacement de la neige à l'extérieur de la ville est presque entièrement privé. Les employé-e-s municipaux sont payés à l'heure, tandis que les sous-traitants privés sont payés au volume de neige déblayée. S'ils n'atteignent pas l'objectif de déneigement, les sous-traitants peuvent avoir une amende s'élevant jusqu'à 10.000 dollars.

C'est ainsi que les conducteurs de déneigeuses indépendants sont amenés à travailler 24 heures, voire 36 heures, d'affilée. Les sous-traitants ne veulent pas avoir de pénalités s'ils n'atteignent pas l'objectif de déneigement fixé et les conducteurs, qui ne sont pas payés, ou peu, lorsqu'il n'y a pas de neige à déblayer, essaient de gagner un maximum d'argent quand le travail se présente.

Le 3 février, le premier accident est survenu à 9h40 du matin. Le conducteur avait pris son service la veille au soir à 20h00. Accidents, certes, mais auraient-ils pu être évités ?

Mettre en question les mythes des soins de santé privés

Pendant plus de deux décennies, la tendance a été de promouvoir sans relâche la croissance du secteur privé dans le domaine de la santé et de transformer les soins de santé en services à vendre, au lieu de les considérer comme un droit humain fondamental. Les politiques de privatisation ont été encouragées par la Banque mondiale et d'autres institutions financières internationales, ainsi que par des donateurs tels qu'USAID, le britannique DFID (Department for International Development) et les forces politiques et économiques des pays développés.

Un document politique récemment publié par OXFAM tombe à point nommé pour expliquer que « il a été prouvé que quand les services de santé publique fonctionnent correctement, ils représentent la seule voie possible vers une santé équitable et accessible à tous ». Le document estime que « l'offre publique est inexistante ou très faible dans de nombreux pays » et que « son fonctionnement nécessite une volonté politique, des investissements adéquats, des politiques probantes et le soutien de la population. »

Ce rapport examine les politiques utilisées par la Banque mondiale pour « améliorer l'environnement politique des partenariats public-privé dans le domaine de la santé » et pour soutenir les « solutions proposées par le secteur privé ». Les activités des puissantes entreprises privées ont également été passées en revue, ainsi que la « promotion de la commercialisation et de la privatisation des services de santé dans le cadre des négociations de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) et divers accords commerciaux bilatéraux ».

Pour en savoir plus sur ce rapport, allez sur le blog de la santé de l'ISP.

Le rapport intégral, ainsi qu'un résumé du rapport, sont disponibles à l'adresse suivante en anglais, français et espagnol (entre 55 et 64 pages) ; les résumés existent également en arabe et en allemand :

http://www.oxfam.org.uk/resources/policy/health/bp125_blind_optimism.html

L'ISP au Forum social mondial de 2009

Plus de 100.000 personnes ont participé au Forum social mondial (FSM) qui s'est tenu fin janvier à Belem, dans la région amazonienne du Brésil. L'ISP a été représentée par une importante délégation, conduite par Svend Robinson, Responsable de la promotion des Services Publics de Qualité à l'ISP jusqu'à une date récente, et par Jocelio Drummond, Secrétaire régional interaméricain. La délégation de l'ISP comprenait des représentants d'affiliés des secteurs de la santé, de l'eau et de l'énergie de toute l'Amérique du Sud. La Vice-présidente de l'ISP Juneia Batista, et la Secrétaire sous-régionale du Brésil, Monica Valente, ont animé une séance sur les questions d'égalité salariale, qui a rassemblé un grand nombre de personnes. Jocelio Drummond a quant à lui prononcé une allocution sur le rôle important des syndicats dans la lutte contre les accords commerciaux non équitables. Svend Robinson a pour sa part présidé une séance plénière organisée conjointement par la CSI et la CSA sur le commerce et le travail décent et a également participé activement à des débats sur la justice climatique organisés par le réseau mondial «Notre monde n'est pas à vendre». Un des points d'orgue du Forum, qui a duré une semaine, a été un gigantesque rassemblement public au cours duquel cinq chefs d'Etat sud-américains progressistes ont prononcé une allocution: le brésilien Lula, le vénézuélien Chavez, le paraguayen Lugo, le bolivien Morales et l'équatorien Correa. Plus de 2.000 représentants des populations autochtones d'Amazonie ont participé à ce rassemblement, au cours duquel ils ont exprimé leur inquiétude face à la destruction de leurs terres ancestrales. Les délégué-e-s de l'ISP ont souligné le rôle essentiel que les services publics de qualité doivent jouer pour surmonter la crise financière internationale et la crise climatique. Ils ont également insisté sur la nécessité de combattre la privatisation des services publics et de rétablir ceux

privatisés dans le cadre de plans impulsés par le FMI et la Banque mondiale, qui se sont avérés catastrophiques.

Quatrième Sommet des peuples des Amériques

Du 17 au 19 avril 2009, le Ve Sommet des Amériques rassemblera les dirigeants de 34 États de l'hémisphère occidental (à l'exception de Cuba). Pour la première fois, le Sommet aura lieu dans un pays des Caraïbes, à Port-d'Espagne, la capitale de Trinidad-et- Tobago.

David Abdullah, le Président de la Fédération des syndicats indépendants et ONG (FITUN), a déclaré que le sommet « offrait aux mouvements sociaux de l'hémisphère qui luttent contre le néolibéralisme une occasion unique de rencontrer et d'établir un programme pour les peuples de l'hémisphère, un programme opposé au néolibéralisme. »

La FITUN œuvre en partenariat avec l'Assemblée des peuples des Caraïbes (ACP) et l'Alliance sociale de l'hémisphère (HSA) pour organiser le IVe Sommet des peuples (y compris Cuba). Le bureau sous-régional de l'ISP aux Caraïbes fait aussi partie du processus de planification et encourage ses affiliés de Trinidad-et-Tobago et des Caraïbes à participer au Sommet. A la prochaine réunion de planification, les participants finaliseront les thèmes et les sous-divisions du Sommet des peuples. Ils discuteront également de leur participation au Forum du travail, qui se tiendra en marge du Sommet.

Ce rassemblement permettra de renouveler l'opposition au modèle économique néolibéral et de demander aux gouvernements de soutenir les politiques qui respectent l'égalité des genres et l'équité, qui garantissent la souveraineté alimentaire et énergétique, se préoccupent de l'environnement et promeuvent le développement durable, qui reconnaissent et respectent la diversité ethnique et culturelle, soutiennent le travail décent et les services publics de qualité.

Allez sur le site Internet www.cumbredelospueblos.org <<http://www.cumbredelospueblos.org/>> .
Contactez le bureau sous-régional des Caraïbes à l'adresse psicaribbean@sunbeach.net

Journée mondiale de la justice sociale

Lors de sa soixante-deuxième session, en novembre 2007, l'Assemblée générale des Nations Unies a désigné le 20 février pour marquer la Journée mondiale de la justice sociale. Cette journée a été célébrée pour la première fois en 2009.

A l'occasion de cette journée, les États membres ont été invités à organiser des activités concrètes au plan national, en accord avec les objectifs et les buts fixés par le Sommet mondial pour le développement social et par la vingt-quatrième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, intitulée « Sommet mondial pour le développement social et au-delà : le développement social pour tous à l'heure de la mondialisation ».

Comme le reconnaît le Sommet mondial, le développement social vise à atteindre la justice sociale, la solidarité, l'harmonie et l'égalité au sein des pays et entre les pays et, de même, la justice sociale, l'égalité et l'équité constituent les valeurs fondamentales de toutes les sociétés. Pour établir une « société pour tous », les gouvernements se sont engagés à créer un cadre d'action afin de promouvoir la justice sociale aux niveaux national, régional et international. Ils ont également promis d'encourager une répartition

équitable des revenus et un meilleur accès aux ressources par le biais de l'équité, de l'égalité et aussi de l'égalité des chances pour tous et toutes. Par ailleurs, les gouvernements ont déclaré que la croissance économique devait favoriser l'équité et la justice sociale et qu'une « société pour tous » devait se fonder sur la justice sociale et le respect de tous les droits humains et libertés fondamentales.

Cette journée mondiale a pour objectif de consolider davantage les efforts réalisés par la communauté internationale pour éradiquer la pauvreté, promouvoir le plein-emploi et le travail décent, ainsi que l'équité entre hommes et femmes, l'accès au bien-être social et la justice pour tous et toutes.

Université mondiale du travail (GLU) - 1er avril: délai de candidature pour l'Allemagne et l'Inde

L'Université mondiale du travail, dont nous avons parlé dans différents numéros de Flash ISP et de FOCUS, offre à des syndicalistes des programmes de formation de niveau master dans quatre pays différents: l'université de Kassel et la Berlin School of Economics en Allemagne; l'université Wits en Afrique du Sud; l'université de Campinas au Brésil ; et le Tata Institute for Social Sciences à Bombay, en Inde. Le délai d'inscription à la prochaine session de cours en Allemagne et en Inde est le 1er avril 2009. Les personnes intéressées peuvent suivre des cours dans plusieurs universités, de telle sorte que leur maîtrise en mondialisation et questions du travail soit un véritable diplôme international. Les cours sont dispensés en anglais et les candidats ne doivent en principe pas avoir plus de 40 ans. Pour plus d'informations sur la GLU, visitez <http://www.global-labour-university.org/> <<http://www.global-labour-university.org/>> L'ISP offre une bourse d'étude à un/e jeune travailleur/euse (moins de 35 ans) intéressé par cette formation.

Si vous ne souhaitez plus recevoir Flash ISP par courrier électronique, veuillez répondre à ce courrier en écrivant "unsubscribe" dans votre message. Vous pouvez aussi le distribuer autour de vous, et nous envoyer vos commentaires: communications@world-psi.org.

Voir la sélection complète des bulletins de l'ISP et vous inscrire sur <http://www.world-psi.org/subscribe>

International des Services Publics

www.world-psi.org <<http://www.world-psi.org/>> communications@world-psi.org
<<mailto:communications@world-psi.org>>